



Le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, a exprimé le 15 avril à Yaoundé son inquiétude quant à la gestion des 48 armureries disséminées à travers le pays. Lors d'une réunion avec les propriétaires de ces commerces, le ministre a souligné les "irrégularités" constatées dans la gestion de ces armureries et a mis en garde contre les risques que cela représente pour la sécurité de l'État.

Paul Atanga Nji a insisté sur la nécessité pour les propriétaires d'armureries d'être plus vigilants dans la vente d'armes et de munitions, notamment en vérifiant minutieusement les documents présentés par les acheteurs. Le super chef de terre a indiqué que certains individus peu scrupuleux, tels que des terroristes et des criminels, utilisent de faux documents pour acquérir des armes, ce qui pose un grave danger pour la sécurité publique.

Le patron de la territoriale a rappelé aux armuriers qu'ils sont légalement responsables des armes qu'ils vendent et a mis en garde contre les conséquences pénales en cas de vente à des personnes présentant de faux documents. Cette réunion intervient dans le cadre des efforts continus du gouvernement pour lutter contre la prolifération des armes à feu illégales dans le pays.

En effet, en mai 2021, le ministre de l'Administration territoriale avait déjà pris des mesures en suspendant la vente des pistolets traumatiques en raison de l'usage abusif de ces armes par

des individus de moralité douteuse. Il avait également révélé que près de 3 000 armes à feu circulaient illégalement au Cameroun, mettant en lumière le rôle des armuriers dans cette problématique de sécurité nationale.

Cette réunion vise donc à sensibiliser et appeler à une meilleure régulation du secteur des armureries afin de prévenir toute utilisation illégale des armes à feu et de renforcer la sécurité du pays.